


 UNION EUROPÉENNE  RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR	<b>Révision du Programme Opérationnel FEDER FSE</b>
Direction Générale Adjointe  Europe et Coopération méditerranéenne	<i>Marseille, le 18 octobre 2019</i>

**Proposition de révision de la Maquette financière FEDER**  
**du PO FEDER FSE 2014 2020 Provence Alpes Côte d’Azur**

**1 - Principes fondant la révision**

**1.1** La perspective d’une révision du Programme opérationnel FEDER FSE (PO) est envisagée par l’autorité de gestion à la suite des résultats obtenus après l’examen du cadre de performance à fin 2018.

L’analyse des enseignements de la programmation à mi-parcours, faite sur la base des dossiers programmés et en cours d’instruction par Priorité d’Investissement (Pi), nous conduit à proposer une révision de notre maquette financière.

Si le taux de programmation FEDER de 80% en octobre 2019 témoigne d’une forte dynamique de projets, une approche à l’échelle des Priorités d’Investissement révèle cependant des situations contrastées, reflétant des contextes et des modalités spécifiques pour quelques thématiques.

Dans un souci d’optimisation des crédits restants, des transferts de crédits sont ainsi proposés pour les mesures présentant des blocages indépendants de l’Autorité de Gestion.

L’intégralité des montants présentés dans la note sont exprimés en FEDER. Le taux de cofinancement reste inchangé (50%). Les transferts FEDER seront donc accompagnés des cofinancements équivalents.

**1.2** Concernant les transferts entre axes, il s’agit de **redéployer 14,4 millions de FEDER**, dont 3,8 millions découlant de l’examen de performance, 9,9 millions de sous-réalisations et 0,7 million à la demande de la métropole Nice Côte d’Azur.

Ces redéploiements proviennent :

- De l'axe 2 et plus particulièrement de la Pi2a dédiée aux infrastructures pour le Très Haut Débit. La non-atteinte de l'indicateur IR2a (prises FTTH) et la sous-réalisation de deux opérations entraînent un **redéploiement de 12,5 millions de FEDER** ;
- De l'axe 4 et plus particulièrement de la Pi8a, du fait d'une part, de la non-atteinte de l'indicateur COO1 portant sur le nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien. Le redéploiement de crédits FEDER pour ce motif est de 1,2 millions de FEDER. D'autre part, à la demande de la métropole Nice Côte d'Azur, 0,7 million d'euros de FEDER de la Pi 8a de cet ITI est également transféré. **Les transferts issus de l'axe 4 s'élèvent ainsi à 1,9 M€.**

**Les 14,4 millions de FEDER issus des axes 2 et 4 iront abonder les axes 1 et 3** qui ont largement atteint le cadre de performance, de la façon suivante :

- **3,8 millions de FEDER vers l'axe 1**, pour abonder la Priorité d'investissement 1a), relative aux infrastructures de recherche et d'innovation
- **10,6 millions de FEDER vers l'axe 3**, pour abonder la Priorité d'investissement 4 e), relative à la promotion de la mobilité urbaine multimodale et aux mesures d'adaptation au changement climatique, destinées à l'atténuer.

**1.3** A ces transferts entre axes, s'ajoutent des transferts intra-axes. L'objectif ici est d'utiliser les reliquats de crédits des priorités d'investissement sur lesquelles les difficultés de programmation persistent ou bien sur lesquelles de nombreux projets ont déjà été soutenus, afin de maximiser les enveloppes des priorités sur lesquelles les besoins de financement, dans cette dernière phase de mise en œuvre du PO, sont significatifs.

Les transferts de crédits intra-axes envisagés sont les suivants :

- Au sein de l'axe 2 consacré au numérique et au Très Haut Débit : 6,8 millions de FEDER issus des Pi 2a (déploiement du Très Haut Débit) et 2b (développement des TIC dans la sphère privée) sont transférés sur la Pi 2c (développement des services numériques dans la sphère publique)
- Au sein de l'axe 3 consacré à la transition énergétique : 4,6 millions de FEDER issus des PI 4a (énergies renouvelables), 4c (efficacité énergétique) et 4d (smart grids) sont transférés sur la Pi 4 e (mobilité urbaine)

L'ensemble des propositions de redéploiements financiers énoncées ci-dessus sont détaillées ci-dessous. Un **tableau récapitulatif des mouvements financiers de la maquette est joint à la présente note.**

**1.4.** La révision de la maquette financière implique une réévaluation des valeurs de certains indicateurs (objectifs quantitatifs). Certaines valeurs des indicateurs de réalisation sont ainsi revues, à la hausse, ou à la baisse. Les propositions de modifications des valeurs assorties des méthodes de quantification sont présentées dans une **note distincte jointe, intitulée « Proposition de révision des indicateurs ».**

## **2- Proposition de redéploiement de la maquette, par Axe**

### **2.1 Axe 1 : Recherche innovation PME**

Sur cet axe, la proposition vise à abonder la Priorité d'investissement 1a) de 3,8 millions d'euros de FEDER.

En effet, cette mesure, qui permet de financer les Infrastructures de Recherche et Développement des acteurs académiques, contribue à l'excellence dans les filières stratégiques et conditionne leur développement. En lien étroit avec le Contrat Plan État-Région, elle a mobilisé un grand nombre de porteurs de projet, très réactifs dans leurs candidatures et a ainsi rencontré un vif succès. A ce jour, la totalité de la maquette, dotée de 20,9 M€ de FEDER, est programmée (19,7 M€ programmé sur 20,9 M€ de maquette). Cependant, plusieurs dossiers sont en cours d'instruction pour un montant prévisionnel de FEDER de 5 millions d'euros environ.

Afin de répondre à ces besoins, il est donc proposé d'**abonder cette priorité, à hauteur de 3,8 millions de FEDER.**

### **2.2 Axe 2 : Technologies de l'Information et de la Communication**

Sur cet axe, la proposition de révision consiste à :

- transférer 12,5 millions de FEDER issus de la Priorité d'investissement 2a, vers les axes 1 et 3 (transfert inter-axes) ; et à
- redéployer 6,8 millions de FEDER issus des Priorités d'investissement 2a et 2b, vers la Priorité d'investissement 2c (transfert intra-axe).

#### **PI2a : Infrastructures Très haut Débit :**

Cette mesure, très fortement programmée (82%), devait permettre de contribuer au financement de trois projets de réseaux Très Haut Débit :

- La construction du réseau d'initiative publique très haut débit du département des Alpes Maritimes porté par Le Syndicat Mixte Ouvert (SMO) : 10 millions de FEDER programmés fin 2015
- Le déploiement du très haut débit pour les entreprises et sites à enjeux des départements du 04 et du 05 porté par le SICTIAM : 9 millions de FEDER programmés fin 2015
- L'extension du réseau départemental de communications électroniques Très Haut Débit porté par le Conseil départemental du Vaucluse : 5,3 millions de FEDER programmés fin 2018

Les deux premières opérations ont permis le raccordement de 6 536 prises FTTH sur le territoire, soit seulement 32% de la cible définie, avec respectivement 5141 et 1395 prises FTTH raccordées.

Ce décalage s'explique d'abord par le retard important pris par les bénéficiaires pour réaliser leurs projets. Les montages choisis (sélection de maîtres d'œuvre et d'entreprises multiples pour superviser et effectuer les travaux de déploiement des prises d'une part, mise en place de délégations de service public pour exploiter les réseaux d'initiative publique (RIP) Très Haut Débit (THD) ainsi créés), ont

occasionné, pour le SMO comme pour le SICTIAM, d'importantes difficultés opérationnelles qui ont fortement limité le rythme du déploiement.

Au-delà de ce retard dans leur mise en œuvre, le soutien du FEDER prévu sur chacun de ces deux projets a été remis en question en 2018 :

a) Pour le SICTIAM : A la suite d'une alerte du service FEDER et d'une inspection interne à l'institution régionale, le Président du Conseil régional a saisi le Procureur de la République de Nice en date du 18 septembre 2018 sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale. Le déclenchement de cette procédure, signalée à l'OLAF via la CICC en date du 31 octobre 2018, a eu pour effet, en application du descriptif de système de gestion et de contrôle (DSGC), de suspendre tout versement de subvention FEDER au SICTIAM. A ce jour, la procédure est toujours en cours. En conséquence, la Région, en tant qu'Autorité de gestion du FEDER, a décidé de solder l'opération en l'état. Au final, 1.395 prises FTTH ont été affermies et 490.000 € de FEDER ont été versés au SICTIAM, mais **8,5 millions de FEDER issus de ce dossier sont à redéployer**.

b) Pour le SMO-THD : Dans le cadre du dossier de déploiement du très haut débit pour les entreprises et les sites à enjeux des Départements des Alpes de Haute Provence (04) et des Hautes-Alpes (05) porté par le Syndicat Mixte Ouvert Très Haut Débit (SMO THD), le conseil syndical a lancé un appel à manifestation d'engagements locaux à l'été 2018. Cette nouvelle procédure apparue en 2017, dite « AMEL », vise à proposer aux entreprises privées la reprise totale et sans aide publique des travaux de déploiement et d'exploitation des réseaux THD d'initiative publique. Plusieurs opérateurs privés ont répondu à cet AMEL. Parmi eux, l'opérateur SFR, qui a proposé au SMO de prendre en charge financièrement l'ensemble du programme de déploiement du THD dans les Départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes, y compris le périmètre de travaux couvert par le projet FEDER. Cette décision, intervenue en comité syndical du 20 décembre 2018, a conduit la Région, en tant qu'Autorité de Gestion FEDER, à suspendre toute action sur le dossier. Le Ministre chargé des communications électroniques a, par un arrêté en date du 20 mai 2019, accepté les engagements de la société SFR, sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes et des Bouches-du-Rhône, au titre de l'article L.33-13 du Code des Postes et des Communications électroniques publié au Journal officiel du 24 mai 2019.

La mise en œuvre de la nouvelle procédure AMEL a ainsi conduit à un changement substantiel des conditions de mise en œuvre de l'opération financée par du FEDER. Néanmoins, les objectifs initiaux du projet financé par le FEDER ne sont pas remis en cause par ce nouveau montage, puisque SFR s'est, dans son offre, engagée à atteindre des objectifs équivalents aux objectifs initiaux de l'opération en exploitation publique. C'est précisément au vu de ces engagements que le Ministre a pris son arrêté. Dès lors, l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013 relatif à la pérennité des opérations permet à l'Autorité de Gestion de prendre acte de la fin de l'opération, avant son terme, et de solder le dossier, sans obligation de déprogrammation. Au final, sur cette opération, 5.141 prises FTTH ont été affermies et 4,7 millions € de FEDER ont été versés au SMO-THD, mais **5,3 M€ de FEDER sont à redéployer** dans le cadre de la présente révision.

c) Pour le Département du Vaucluse (84) : L'opération est correctement mise en œuvre et un premier acompte est en cours de certification. Au 31 décembre 2018, 7.138 prises avaient été raccordées dans le cadre de ce projet qui devrait au total permettre le raccordement de 18.300 prises. Le Conseil Départemental du Vaucluse a fait le choix, il y a plusieurs années, de passer une délégation de service public couvrant à la fois les travaux de déploiement du THD et l'exploitation du réseau. Ce choix n'a pas occasionné de retard ou de difficulté particulière dans sa réalisation.

d) Enfin, les crédits non programmés jusqu'ici sur la priorité 2a), qui s'élèvent à 5,4 millions d'euros, devaient permettre le financement d'un projet de Réseau d'Initiative Publique (RIP) dans les Bouches du Rhône porté par le SMO. Cependant, comme indiqué ci-dessus, l'AMEL remporté par SFR couvre aussi le déploiement du THD dans ce département. Le projet de RIP est donc abandonné. **Dès lors les 5,4 millions restant sur la priorité peuvent être redéployés.**

**Au total, 19,2 millions de FEDER issus de la priorité d'investissement 2a) sont à redéployer vers d'autres axes et priorités.**

**Le nombre de prises prévu pour 2023 passe de 74 435 à 23 447.**

### **PI2b : Produits et services TIC des PME :**

Cette priorité vise le renforcement des usages avancés du numérique dans les entreprises ainsi que le développement de produits ou d'application TIC. Lors de la révision de 2018, une baisse importante de ses crédits, du fait de difficultés de programmation, avait déjà été opérée au motif que les actions visées initialement reposaient sur la mise en œuvre d'actions collectives, pour lesquelles le régime d'aide dédié n'a pas été stabilisé. L'appel lancé fin 2015 s'est pour cette raison révélé infructueux. Les demandes potentielles émanaient d'acteurs « intermédiaires » type Clusters, souhaitant mener des actions collectives. Sur cette priorité, aucun nouvel appel ne sera ouvert.

**De fait, il convient de transférer le montant total des crédits restants sur cette priorité, qui s'élève à 0,1 millions d'€.**

### **PI2c : Produits et services TIC – sphère publique :**

Cette mesure vise le développement de services numériques innovants par les acteurs de la sphère publique au bénéfice des citoyens et des territoires de la Région, en lien avec les enjeux de la Smart Région : démonstrateurs d'usages, lieux d'innovation d'usages ciblés sur les filières stratégiques du SRDEII.

Actuellement dotée de 13 millions de FEDER, son taux de programmation s'élève à 22% (3 millions de FEDER). Cependant, plusieurs dossiers sont en cours d'instruction pour un montant prévisionnel de 7 millions de FEDER. En outre, pour répondre aux besoins du territoire, un appel à propositions doté de 10 millions de FEDER a été publié en juin 2019 : intitulé « Bâtir la Smart Région : Accompagner l'essor des territoires intelligents », son objectif est de permettre aux acteurs publics de bâtir des « territoires intelligents » (ou « smart territoires »), c'est-à-dire des territoires capables de tirer le meilleur parti des technologies numériques pour délivrer aux usagers, en les y associant, des services optimisés répondant aux enjeux de développement économique et durable.

Afin de couvrir les besoins de cet appel et soutenir les projets de transformation numérique des administrations et des territoires de la Région, il est proposé de **redéployer 6,7 millions issus de la Priorité d'investissement 2a) et 0,1 million issu de la Priorité d'investissement 2b) (Cf. ci-dessus), vers la Priorité d'investissement 2c), soit un total de 6,8 millions de FEDER transférés à l'intérieur de l'axe 2.**

### **2.3 - Axe 3 : Transition énergétique et valorisation durable des ressources :**

Sur l'axe 3, la proposition consiste à

- **Abonder la Priorité d'investissement 4e),** avec 13,8 millions de FEDER par :
  - Le transfert de 8,7 millions de FEDER issus de l'axe 2, et de 1,25 millions de FEDER issus de l'axe 4 (transfert inter-axes)
  - Le redéploiement interne de 4,6 millions des Priorités d'investissement 4a, 4c et 4d (transferts intra-axe)
- **Abonder la Priorité 4e) du périmètre de l'Investissement Territorial Intégré (ITI) de la Métropole Nice Côte d'Azur** avec 0,714 million de FEDER par prélèvement de ce montant issu sur l'enveloppe de la Priorité d'investissement 8a) (soutien à la création d'activités économiques) de cet ITI

De façon plus précise, les situations des priorités de l'axe 3 impactées par des variations de maquette sont les suivantes :

### **PI4a : Énergies Renouvelables**

Cette priorité vise le développement des capacités de production d'énergie renouvelable, en soutenant les projets d'études, d'expérimentation et de réalisation de systèmes de productions d'énergie renouvelable.

Lors de la première demande de révision, les difficultés réglementaires rencontrées (obligation pour les grandes entreprises de tenir compte des recettes générées par leurs projets y compris dans le cadre d'un régime d'aide) avaient conduit à une réduction significative du montant affecté à cette priorité, au profit de la Priorité d'investissement 1b) sur l'innovation. A l'été 2018, le cadre réglementaire a été assoupli (lorsque la subvention publique est encadrée par un régime d'aides d'Etat, les recettes nettes générées par les projets n'ont pas à être prises en compte, quelle que soit la taille de l'entreprise bénéficiaire). Cette modification a conduit l'Autorité de gestion à ouvrir 2 appels à propositions sur la Priorité d'investissement 1b) sur l'innovation en lien avec les énergies renouvelables :

- le premier appel, ouvert de janvier à mars 2019 et doté de 10 millions de FEDER, ciblait la filière régionale de l'éolien flottant.
- le deuxième appel, ouvert en août dernier, et doté de 6 millions de FEDER cible l'ensemble des filières stratégiques régionales dont la filière « énergies de demain ».

Ainsi, en 2019, la dynamique de programmation en faveur des énergies renouvelables a été maintenue, par le biais d'appels ouverts sur la Priorité d'investissement 1b).

Dès lors, dans cette dernière phase de la période 2014-2020, il est proposé de concentrer la programmation FEDER au profit de projets stratégiques contribuant à la réduction des émissions de CO2 dans les transports. Il est ainsi proposé de redéployer les crédits restants de la priorité 4a) (1,5 millions) vers la Priorité d'investissement 4 e), dont la rédaction serait modifiée afin de pouvoir programmer ce type de projets (voir ci-dessous).

### **PI4c : Efficacité énergétique**

Cette mesure visait initialement la réduction des consommations énergétiques par le financement de travaux de réhabilitation thermique des bâtiments (isolation thermique, équipements de ventilation, de production de chaleur et de froid). Les financements portaient à la fois sur les études et les investissements dans les travaux, uniquement en rénovation. Deux cibles étaient visées : le logement

social public et le tertiaire public. Depuis le début de la programmation, 18 M€ de FEDER ont été investis dans les projets de rénovation énergétique.

Néanmoins, afin de concentrer dans cette dernière phase de programmation les financements au profit de projets stratégiques contribuant à la réduction des émissions de CO2 dans les transports, il est proposé de redéployer les crédits restants de cette priorité (3 millions) au profit de la Priorité d'investissement 4e).

#### **PI4d : Systèmes intelligents d'énergie**

Cette mesure visait initialement la réduction des consommations énergétiques par le financement de réseaux intelligents (smart grids). L'unique appel à propositions lancé en 2016 a conduit à la programmation de trois projets pour un montant total de FEDER de 0,9 million d'euros. L'appel a permis le financement de micro-grids, c'est-à-dire de petits réseaux, visant à tester des solutions techniques à une petite échelle avant leur diffusion à une échelle beaucoup plus large. L'objectif de soutenir des projets innovants via le FEDER est ainsi atteint, bien qu'il concerne un nombre limité d'utilisateurs. Le montant des crédits restant sur cette priorité est réduit : 0,1 million d'euros.

Par conséquent, afin de concentrer dans cette dernière phase de programmation les financements au profit de projets stratégiques contribuant à la réduction des émissions de CO2 dans les transports, il est proposé de redéployer les crédits restants de cette priorité (0,1 million) au profit de la Priorité d'investissement 4e).

#### **PI4e : Transports urbains durables Région :**

a) A ce jour, cette mesure permet le développement des transports durables selon trois catégories de projets :

- Première catégorie : création ou la rénovation de pôles d'échanges multimodaux (PEM) et de parking-relais et de leur accès
- Deuxième catégorie : développement d'outils de connaissance, d'information et d'exploitation des réseaux de transport de voyageurs
- Troisième catégorie : études et aménagements relatifs à des modes actifs - pistes et voies cyclables, vélo routes et voies vertes connectées à un pôle d'échange

Concernant les deux premières catégories de projets, les 3 appels à propositions lancés entre 2015 et 2017 ont rencontré un vif succès, ce qui a conduit à abonder la maquette de la priorité de 3 millions de FEDER lors de la révision de 2018.

Concernant la troisième catégorie, un appel sera lancé d'ici la fin de l'année 2019. Le recensement des besoins, préalable au lancement de cet appel, nous conduit à doter cet appel d'une enveloppe indicative de 6 millions de FEDER.

Ces trois catégories visent un même objectif : l'augmentation du report modal sur les transports collectifs.

b) Le recensement des besoins régionaux effectué dans le cadre de cette révision a conduit à proposer la création d'une quatrième catégorie de projets, ciblée sur un nouvel objectif : **le soutien aux projets permettant l'utilisation de sources d'énergie à faible intensité de CO2 dans les ports maritimes et sur les lignes ferroviaires situées dans les zones urbaines denses de la frange littorale de la Région.**

Ces projets visent un double objectif : la baisse des émissions de CO2, mais également la réduction des émissions de polluants dans les grandes métropoles de la Région, qui sont les zones les plus concernées par ces enjeux de réchauffement climatique et de qualité de l'air. Les valeurs limites d'émissions de polluants fixés dans la Directive N°2008/20/CE, en particulier sur les Pm10 et les Nox, y sont régulièrement dépassées. Or les émissions, notamment issues des tractions diesel des trains non électrifiés, et du fioul lourd des navires à quai en escale, en particulier à Marseille et à Toulon, concourent significativement à ces dépassements.

La quatrième catégorie ainsi introduite dans le PO ciblerait deux types de projets :

- **La création d'infrastructures portuaires de carburants de substitution dans les ports maritimes de la Région.** En permettant aux navires en escale ou en réparation de se brancher au réseau électrique, ces installations limitent les émissions de GES et de polluants induits par les carburants maritimes classiques. Les projets soutenus en priorité concerneront les infrastructures portuaires d'alimentation électrique.
- **Les projets d'électrification partielle des lignes ferroviaires non-électrifiées situées en zone dense urbaine à fort trafic.** Les portions de lignes ferroviaires ainsi électrifiées alimenteraient la première mise en place en France de **trains hybrides** (moteur thermique + batterie électrique) ou des trains à batterie électrique, leur permettant de circuler en traction électrique sur les portions non-électrifiées de la ligne. Plus frugaux en investissements que les projets d'électrification totale de lignes ferroviaires, ces projets concourent au même objectif : éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants induits par une traction diesel.

**L'introduction d'une quatrième catégorie nécessite d'élargir le champ d'éligibilité de l'objectif spécifique de cette Priorité d'investissement.** En effet, dans sa rédaction actuelle, le PO FEDER prévoit bien une priorité d'investissement 4e qui vise à « *favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoire, en particulier en zone urbaine, y compris la promotion d'une mobilité urbaine durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer* ». Cependant, l'application de cette priorité est pour l'instant limitée à un seul Objectif Spécifique 4e), qui vise à « *augmenter le report modal sur les transports collectifs* ». En ouvrant la possibilité de financer une quatrième catégorie de projets en faveur de la décarbonation des transports, la proposition de révision consiste également à élargir la cible de cet objectif spécifique comme le permet la priorité d'investissement.

Le nouvel intitulé de l'Objectif Spécifique 4 e serait le suivant : « *augmenter le report modal sur les transports collectifs et favoriser l'utilisation de sources d'énergie à faible intensité de CO2 dans les transports* ». Le détail des modifications littérales proposées se trouve dans **le projet de Programme Opérationnel révisé, aux pages 114 et suivantes, joint à la présente note et soumis à la validation du Comité de suivi interfonds.**

**Ainsi, les 13,8 millions de FEDER venant abonder la priorité 4e) (9,9 millions issus du transfert des axes 2 et 4 et 4,6 millions par redéploiement interne des Pi 4a), 4c), et 4d) visent à soutenir les projets de cette nouvelle catégorie de projets, de nature à significativement réduire la pollution de l'air et l'émission de gaz à effet de serre.**

#### **PI4e ITI Nice Côté d'Azur : Transports urbains durables**

Dans le cadre de la mise en œuvre de son ITI, la Métropole Nice Côte d'Azur souhaiterait modifier la répartition des maquettes financières entre deux priorités d'investissement, en transférant l'intégralité



de l'enveloppe de la Priorité d'investissement 8a), soit 714 000 euros, vers la Priorité d'investissement 4e).

Deux projets ont été identifiés sur le périmètre de l'ITI et pourraient se réaliser dans le calendrier de la fin de programmation. Ces deux projets (continuités cyclables et étude pour un système de transports à haut niveau de service) sont portés par la Métropole Nice Côte d'Azur et localisés sur le quartier prioritaire de l'Ariane. Ils répondent aux objectifs visés au titre de la Pi4e. Le coût total éligible prévisionnel de ces deux projets s'élève à 1 171 000 €.

**C'est pourquoi l'Autorité de gestion est favorable à un tel transfert de crédits, interne à l'ITI de Nice Côte d'Azur.**

Le tableau ci-dessous précise le transfert de crédits :

	Maquette ITI NCA initiale	Maquette ITI NCA révisée	Transfert
Pi 4e Mobilité Urbaine durable	2.040.000€	2.754.000€	+714.000€
Pi 8a Activités et emplois	1.000.000€	286.000€	- 714.000€
Pi 9a Infrastructures sanitaires et sociales	1.760.000€	1.760.000	
Total	4.800.000€	4.800.000€	

#### **2.4 Axe 4 : Inclusion sociale par l'emploi**

Il s'agit d'un axe essentiellement mis en œuvre par les Métropoles (Aix-Marseille, Nice Côte d'Azur, Toulon Provence Méditerranée, et Grand Avignon), dans le cadre des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI). Sur les 20,1 M€ de FEDER de la maquette, 13,6 M€ sont mis en œuvre par le biais des ITI et 6,5 M€ sont mis en œuvre par la Région.

Sur cet axe, on constate que la dynamique de programmation, bien engagée, a été plus longue à mettre en route que sur les autres axes du FEDER, en particulier sur la Priorité d'investissement 8a). Ainsi, les taux de programmation actuels sont respectivement de 42 % sur la Priorité d'investissement 8a) (création d'activité économique) et de 78 % sur la Priorité d'investissement 9a) (infrastructures sanitaires et sociales).

En outre, les difficultés rencontrées par plusieurs opérateurs dans la mise en œuvre de leurs projets n'ont pas permis d'atteindre le cadre de performance.

Il convient ainsi de réallouer 1,2 M€ issus de la réserve de performance de cet axe sur les axes qui ont atteint leur cadre de performance. Afin de ne pas réduire les enveloppes financières des 4 ITI, l'Autorité de gestion a fait le choix de prélever ces 1,2 M€ sur l'enveloppe de la Priorité 8a), mise en œuvre par la Région, hors périmètre des ITI.

Ce transfert ne modifie en rien l'accord Ministère de la Ville/ Régions de France fixant à 10% le seuil de crédit FEDER dédiés aux projets en Quartiers urbains sensibles.

En conclusion, ces évolutions de maquette ne remettent pas en cause la concentration thématique, confortant le fil directeur de la stratégie « emploi » du Programme Opérationnel.

**L'ensemble de ces propositions de transfert sont formalisées dans le tableau joint.**